

L'ex-armée gouvernementale entre les mains du Zaïre

Le sort des vingt mille soldats rwandais réfugiés
dépend des autorités de Kinshasa

GOMA

de notre envoyé spécial

La scène est cocasse mais significative de la marge de manœuvre de plus en plus réduite des ex-Forces armées rwandaises (FAR) et de l'ex-gouvernement de Kigali réfugié au Zaïre. Ce lundi 25 juillet, les autorités en exil et le chef d'état-major des FAR sont réunis dans une villa, à Goma, pour une première conférence de presse depuis leur fuite au Zaïre. Les journalistes posent des questions, mais les ministres restent muets. Car l'armée zaïroise les surveille, après avoir interdit la conférence de presse. « Il faut une autorisation du gouverneur de Goma pour organiser cette conférence de presse », a expliqué un colonel parachutiste zaïrois. Détail parlant : le commandant des ex-FAR, le général Augustin Bizimungu, n'a même pas un pistolet. Il a été désarmé, comme ses hommes, à la frontière où s'entassent encore kalachnikovs, grenades et roquettes, et il est protégé par un garde du corps zaïrois. L'avenir d'une éventuelle résistance armée des millions de Rwandais en exil, face au pouvoir du Front patriotique rwandais (FPR), qui contrôle un pays vidé de sa population, semble bien être dans les mains des autorités zaïroises.

Quelque 15 000 soldats rwandais sont réfugiés dans la région de Goma et près de 5 000 à Bukavu, plus au sud, estime-t-on de sources rwandaises et occidentales. « Tout le matériel - même les blindés légers, les automitrailleuses, les transmissions - a été récupéré par les forces zaïroises », explique-t-on de source occidentale à Goma. Le long de la route de Sake, à l'ouest de Goma, où les ex-Forces armées rwandaises ont été installées, on ne voit d'ailleurs plus une arme, même de poing. Quelques-unes ont pu être cachées : suffisamment pour entretenir le brigandage et l'insécurité dans l'explosive région du nord-Kivu, mais pas assez pour faire la guerre. Le retrait précipité des ex-FAR a en outre jeté un « discrédit notable sur beaucoup de chefs militaires », ajoute-t-on, toujours de sources occidentales.

Sans armes ni sanctuaire, il sera difficile pour les soldats rwandais de continuer la lutte. « Nous ne pouvons accepter que les FAR continuent de se battre à partir du Zaïre. On ne peut accepter qu'à partir de notre territoire, on attaque un pays ami. Nous n'avons pas reçu les FAR en tant qu'armée, mais comme civils, comme frères rwandais en difficulté », dit un conseiller du gouverneur de Goma.

Pour contrôler la situation au nord-Kivu, le président zaïrois, le

maréchal Mobutu, a envoyé ses parachutistes de confiance et même des munitions aux forces armées zaïroises, alors qu'ordinairement seule la garde présidentielle en dispose. « Les paras zaïrois ont rétabli l'ordre, ils ont même fusillé quelques soldats qui se livraient au pillage », dit un observateur occidental à Goma.

Aide française

Les ex-FAR cherchent toutefois à se réorganiser. « Le regroupement est notre priorité numéro un, nous voulons établir une dizaine de cantonnements dans un rayon de quinze kilomètres », le long du lac Kivu, explique le commandant des FAR. L'armée distribue encore un repas par jour à base de maïs aux soldats et les troupes ont été soldées en francs rwandais pour le mois de juin. L'ex-gouvernement a quitté Kigali avec les réserves de la Banque centrale, selon un témoin qui a vu des liasses de billets passer la frontière. « Nous avons de l'argent, nous avons quitté le Rwanda avec tout sauf les maisons. Nous achetons de la nourriture au Zaïre mais pas suffisamment », explique le colonel Anselme Nkuliyeubona, commandant de la base logistique des ex-FAR, en signant de grandes feuilles de paie.

Les organisations humanitaires ont refusé de distribuer de la nourriture à l'ex-armée rwandaise, en demandant aux soldats de se disperser dans les camps civils. L'armée française a distribué un peu d'aide humanitaire aux ex-FAR (qu'elle avait entraînés et équipés), « pour éviter qu'elles ne basculent dans le brigandage », explique-t-on. De fait, elle avaient bloqué une route menant à un camp de réfugiés. « Il est encore trop tôt pour dire si elles se réorganisent normalement ou pour continuer le combat », estime un spécialiste.

Faute de pouvoir se lancer dans la lutte armée, le gouvernement en exil mise sur une intervention des Nations unies. En attendant, l'épidémie de choléra, la faim, la fatigue et la soif qui déciment les civils font aussi de nombreuses victimes parmi les anciens soldats gouvernementaux. Certains d'entre eux sont tentés de rejoindre l'armée nationale au Rwanda, quelques-uns l'ont déjà fait. Mais « il est interdit de dire si l'on veut rentrer », explique un sergent. « Ce sont nos autorités, dit un autre, qui vont décider si on rentre, si on reste ou si on se bat. »

JEAN-BAPTISTE NAUDET

16/07/94

27/07/94

27